

Sous la mauvaise dette : la bonne

C'est entendu, nous croulons sous les dettes. Mais voici une joyeuse nouvelle *politique* : sous la mauvaise dette, il y a la bonne. Qu'est-ce à dire ? Reprenons le fil de ce qui nous est arrivé.

Déni du temps

La crise des *subprimes* a coïncidé avec l'éclatement d'une bulle spéculative née d'une sorte de fuite en avant. Jadis, le métier de banquier consistait à consentir des prêts pour financer des projets, dont les profits permettaient ensuite à l'emprunteur de rembourser son créancier. Mais un tel détour prenait du temps. L'économie réelle s'est donc trouvée court-circuitée par des opérations autrement plus juteuses consistant à financer des crédits par d'autres crédits en reportant toujours à plus tard le moment de les rembourser. En 2008, l'intervention des Etats a permis d'éviter le pire. Mais on n'a pas tardé à s'apercevoir que le sauvetage de l'économie mondiale avait eu pour prix de porter le montant des dettes publiques à des hauteurs telles que les mêmes pompiers n'auraient pas les moyens de faire face à une nouvelle crise.

On a assisté alors à une spectaculaire inversion. A la folle utopie de la fuite hors du temps conçue par la finance, a succédé le dogmatisme idéologique de la dette souveraine à rembourser d'urgence et à tout prix. Tout se passe comme si, après avoir été dénié, le temps se vengeait. Un présent écrasant s'est hérissé d'obligations. Notre horizon temporel est devenu soudain entièrement négatif : variante politique de l'aversion des financiers pour le futur.

Mais la chose est ancienne. S'il y a belle lurette que la dette se creuse, c'est bien parce que, faute d'arbitrer entre le beurre et l'argent du beurre, les budgets publics ont financé l'un et l'autre par l'endettement. Cette incapacité à choisir peut être considérée comme le symptôme d'un déficit du *politique* : un manque de confiance en notre capacité de faire évoluer les convictions par la discussion. Parce que le temps n'apparaît jamais assez prometteur, la délibération passe pour un détour trop incertain et trop long. Du coup, la mauvaise dette publique - celle qui ne finance aucun projet mais les reporte à plus tard - apparaît comme la traduction économique d'une pratique du pouvoir qui entend se passer du peuple.

Une dette sans faute

Au-delà même de la situation de la Grèce, qui en fournit l'illustration la plus criante, ce déficit démocratique donne lieu, ici et là, à une critique de plus large portée, qui dénonce une idéologie tendant à définir le citoyen comme un homme endetté. A lui de se serrer la ceinture et de progresser à marche forcée, courbant un peu plus l'échine devant l'Etat qui se défaisse sur lui. Car cela fait bien trente ans que la politique ne cesse de le sermonner au nom de la « modernisation », de l'adaptation à la concurrence et des sacrifices requis par la compétitivité. Il faut donc s'associer à une telle critique parce que la rhétorique de l'effort est sans doute ce qui a assez duré. Mais il faut aussi la dépasser. La question n'est pas tant, en

effet, de dénoncer ce qui va mal que de formuler un projet pour que l'avenir soit habitable pour tous.

On voit ce qui manque : un horizon positif, une visée qui nous sorte du discours de la rédemption par la souffrance, un temps enfin favorable où l'on s'engage autrement qu'à contrecœur. Au nom de quel projet implicite en avons-nous assez de la politique de l'effort ? A quoi aspirons-nous, au fond ? Un peu de gratuité dans les échanges : il n'y a pas que l'argent et le calcul, on le sait bien. Un peu de légèreté dans la façon d'agir : si notre geste ne parvient pas à ses fins, d'autres le reprendront après nous. Un peu moins d'urgence dans un présent qui en est saturé. Bref : le désir simple de vivre, enfin.

Remédier au déficit démocratique ne peut alors se limiter à dénoncer la vie chère, mais conduit à chérir la vie. Avec la conscience aiguë du don précieux qu'est ce temps qui nous est donné alors que nous n'y sommes pour rien. La grâce est le nom par lequel la théologie de la Réforme désigne ce sentiment, que Ricœur, dans un registre philosophique, appelle *gratitude*. Il s'agit d'une reconnaissance envers la dette sans faute qu'est pour chacun le fait d'être né. Nous sommes vivants et c'est bien l'essentiel : voilà ce que chacun éprouve confusément et ce qu'il aspire à partager *maintenant* avec ses semblables, sans attendre que la dette publique soit remboursée. Nous l'avons toujours su mais encore faut-il le dire haut et fort, contre l'idéologie qui prétend le contraire en vantant cet homme prétendument sans dette qui se serait fait tout seul.

Pour une politique de la gratitude

Parce qu'il s'agit d'une dette sans faute, elle est vécue, non comme un assujettissement, mais dans la joie qui convertit un débit en crédit, c'est-à-dire en confiance. Parce qu'elle n'est pas remboursable, elle oriente la confiance en direction de nos semblables. La gratitude nous engage ainsi dans la coopération et le vivre-ensemble, dans ce que Ricœur appelle « l'endettement mutuel » et, pour tout dire, la *fraternité*.

Le moment est donc venu de miser sur la société civile. Le régime néolibéral dans lequel nous sommes cumule les travers du tout-marché et du tout-Etat. Le chacun pour soi nourrit l'incivisme, lequel suscite en retour réglementations tatillonnes et préoccupations sécuritaires. La priorité n'est donc pas tant de promouvoir les procédures régissant la relation verticale des citoyens avec l'Etat, telles les pratiques référendaires, fût-ce au prétexte de consulter le peuple. Une politique de la gratitude aurait pour objet de promouvoir une éthique démocratique. Celle qui donne consistance et vitalité au peuple par l'endettement mutuel et qui redonne sens au lien social.

Paris, le 15 mars 2012

Pierre-Olivier Monteil
Auteur de *Abécédaire du bien commun*,
Editions des îlots de résistance